

***Intervention de l'ITECA à la session virtuelle du Groupe Consultatif ad hoc sur
Haïti de l'ECOSOC
Mercredi 24 mars 2021***

Le développement économique et social du pays hypothéqué par la spirale de la crise politique et sécuritaire

1. L'Institut d'Animation et de Technologie (ITECA), ONG haïtienne d'éducation populaire œuvrant depuis plus de 40 ans dans le pays, vous remercie de l'invitation à participer à cette session portant sur la situation politique et sécuritaire et son impact sur le développement socio-économique du pays. L'ITECA intervient dans 4 départements géographiques au niveau de 14 communes couvrant des territoires de 45 sections communales. Et ses actions touchent environ 850 000 personnes dont 49% de femmes.
2. En tant que l'une des organisations pionnières de la réémergence de la société civile sous la dictature duvaliériste et de sa structuration à la fin des années 80 et celles de 90, l'ITECA exprime une vision et un positionnement largement partagé par les mouvements sociaux et populaires, ainsi que par des forces vives les plus représentatives dans le pays.
3. Le développement socioéconomique du pays est hypothéqué par l'instabilité politique permanente, la violence criminelle des gangs, le kidnapping et la corruption des détenteurs du pouvoir. Au cours des quatre dernières années, la mauvaise gouvernance s'est accrue et a largement contribué à l'effondrement politique, économique et sécuritaire du pays. S'il est évident que la situation actuelle ne constitue qu'un épisode d'un long processus de dégradation et de dérive, il en est peut-être l'épisode le plus grave et le plus préoccupant. Il convient, d'une part, de qualifier adéquatement le moment actuel, c'est-à-dire saisir sa véritable nature et, d'autre part, d'esquisser les évolutions possibles qui pourraient épouser une double direction.
4. En dépit des apparences en ce moment, le fond du problème en Haïti n'est pas d'abord l'extrême pauvreté, l'insécurité, ni même les gangs, et encore moins la faiblesse de l'État. Bien entendu, tous ces paramètres font bien partie de l'équation. Mais il y a un autre problème de fond, c'est la délinquance d'État et la dérive politico-mafieuse plus globalement. D'un côté, c'est la transformation d'un État faible en un État mafieux, totalement corrompu qui organise lui-même et accentue la déstabilisation et la faillite du pays. De l'autre, des groupes criminels de tous poils (trafiquants de drogue, contrebandiers...), certains secteurs politiques et économiques y trouvent aussi leur compte. En fait, les acteurs de ce système se retrouvent tant dans la sphère politique qu'au sein du secteur privé. Ils ont intégré les codes et le mode opératoire du grand banditisme et des organisations criminelles. Ils dirigent l'État en fonction d'intérêts occultes opposés à ceux de la collectivité. Cette nouvelle donne observable au quotidien, mais peu thématifiée, fait partie des transformations récentes de l'environnement politique du pays. De Lavalas au PHTK, la continuité est parfaite. La convergence dans l'effort de destruction de l'État et de ses institutions est exemplaire. Ne pas se tromper sur la nature des maux de la société haïtienne est indispensable pour concevoir des réponses adéquates aux problèmes. Un État faible a besoin d'être renforcé, mais

Intervention de l'ITECA à la session virtuelle du Groupe Consultatif ad hoc sur Haïti de l'ECOSOC

Mercredi 24 mars 2021

un État mafieux et délinquant, doit tout simplement être mis au pas. L'urgence de l'heure est de *stopper* les opérateurs de cet État mafieux et non de les *baby-sitter*. Il importe de créer les conditions de l'émergence d'une classe politique nouvelle et responsable en Haïti.

5. Aujourd'hui, la classe politique haïtienne (pouvoir et une large fraction de l'opposition) partage le même rapport obscène et délictueux au pouvoir. Ce rapport est fondé sur la prédation, les pratiques mafieuses et la coexistence harmonieuse avec la criminalité. Cette classe politique a besoin du vide et du chaos qu'elle alimente en permanence, d'un côté comme de l'autre, pour garder le contrôle sur la population. Elle détruit l'espace public et entretient la cacophonie. Dans ce contexte, il n'y a pas de place pour les citoyennes et citoyens porteuses/porteurs d'une vision alternative du rôle de l'État au sein de la société.
6. Le problème de fond précédemment indiqué (délinquance d'État, dérive politico-mafieuse) trouve son expression la plus achevée dans les liens organiques tissés entre pouvoirs publics, certains secteurs politiques et privés et gangs armés. Il convient de comprendre la raison pour en saisir la portée. En 1950, 10% de la population vivait dans les zones urbaines contre 30% en 1990 et 52% actuellement selon les chiffres officiels. Un rapport de la Banque Mondiale paru en 2017 évalue pour sa part la population urbaine à plus de 6 millions d'habitants (environ 60% de la population)¹. Haïti deviendrait dès lors le 4^{ème} pays le plus urbanisé dans la Région Amérique latine et Caraïbes après Porto Rico, Trinidad et Tobago et le Mexique. Des bidonvilles et des quartiers précaires sont créés par centaines et de toute pièce. Port-au-Prince avec son centre dominant et ses 3 centres secondaires abriterait environ 3.5 millions de personnes (plus de 50% de la population urbaine totale). Privés de services, ces territoires de plus en plus importants sont livrés aux gangs armés, échappant désormais au contrôle de l'État. Dans ce sens, la somalisation d'Haïti est bien avancée. Au quotidien, les gangs y font régner la violence et la terreur. À l'approche des élections, ils constituent des forces de frappe d'une redoutable efficacité au service du gouvernement et de certains groupes politiques.
7. La Police Nationale d'Haïti (PNH) – seule force de sécurité du pays – est en pleine déroute. Ultra politisée par le pouvoir actuel, elle a été déstabilisée tant de l'intérieur que de l'extérieur, tandis qu'une partie des gangs armés, ceux qui sont regroupés autour du G9, jouissent de la complaisance de ce même pouvoir. En faisant appel à l'aide de l'OEA et aux Nations Unies, le Gouvernement cherche à internationaliser le problème politique et sécuritaire qu'il a créé ou accentué et à s'en déresponsabiliser. En se montrant subitement intéressé aux élections qu'il a délibérément refusé d'organiser au cours des dernières années, il s'évertue à poser celles-ci comme seule stratégie de sortie de crise. La vérité est que pas plus hier qu'aujourd'hui, le pouvoir n'a pas mis en place les conditions techniques, sécuritaires et politiques indispensables à l'organisation d'un vote honnête sur la constitution et des élections crédibles. Tout passage en force pour organiser coûte que coûte le référendum et les élections ne fera qu'aggraver et perpétuer la crise

¹ Fonds des Nations Unies pour la Population, État de la population mondiale 2018.

Intervention de l'ITECA à la session virtuelle du Groupe Consultatif ad hoc sur Haïti de l'ECOSOC

Mercredi 24 mars 2021

actuelle, en consolidant le pouvoir des secteurs politiques, économiques et financiers mafieux qui en portent la responsabilité.

8. Ainsi comprise, la situation politique et sécuritaire actuelle détruit l'économie, accentue l'exclusion, aggrave la détérioration des conditions de vie de la majorité et conduit le pays au bord d'une catastrophe humanitaire. Aucun secteur économique n'est épargné par la phase actuelle de la spirale de crise qui s'est amplifiée depuis 2018. Le secteur touristique s'est effondré. Il est passé de 500 millions de dollars/an à moins de 150 millions, entraînant la faillite de nombreuses activités connexes (hôtellerie, location de voitures, transports et visites des lieux touristiques...). Cette situation s'est aggravée par la pandémie. Il n'y a pas eu d'investissements dans l'industrie. Des pertes énormes ont été enregistrées au niveau des chaînes de valeur agricoles (production et commercialisation principalement), sans compter la mauvaise gouvernance (à 5 mois de l'exercice fiscal, le pays accuse déjà un déficit de 100 milliards de gourdes de trésorerie) ...
9. À court terme et devant l'impasse actuelle, il y a deux scénarios envisageables. D'un côté, la banalisation de l'ampleur de la catastrophe. Elle permet de poursuivre les yeux fermés et la tête dans les nuages, dans une totale indifférence par rapport au principe de réalité, le rêve fou d'un référendum sur la constitution et des élections, dans un contexte qui ne s'y prête pas. C'est le scénario catastrophe. Sa réalisation ne fera qu'approfondir le chaos politique, économique, institutionnel et sécuritaire déjà en cours. Elle facilitera la permanence de l'État mafieux et corrompu et surtout sa reproduction et sa légitimation par le vote formel (référendum constitutionnel et élections). D'un autre côté, le scénario qui s'impose comme un impératif, est celui de la relance du processus démocratique qui passe notamment par une transition politique. Peu attrayant certes, ce scénario est le seul qui soit réaliste et conforme à l'état de dévastation du pays. C'est aussi le seul qui soit susceptible de contribuer à la restauration des conditions d'un changement politique axé sur la justice, la fin de l'impunité des dirigeants, la participation citoyenne et la mise en place d'une stratégie de développement économique et social.
10. Ce deuxième scénario est en fait celui qui permet de réaliser pleinement les objectifs de la stabilisation. Stabilisation sécuritaire d'abord. Il faut démanteler les gangs et reconstruire la PNH. En dépit de sa déroute actuelle, c'est la seule force capable de maintenir l'ordre et de garantir la stabilité. Mais pour cela, elle doit recouvrer son autonomie et son professionnalisme. C'est la principale condition pour réaliser tout le reste. Stabilisation politique ensuite. La question du mandat du Président de la République n'est désormais plus une question centrale dans le débat politique. Cependant, tant que le pouvoir actuel sera en place, il sera illusoire de s'attendre à la stabilisation politique du pays. Car ce pouvoir est totalement discrédité. Il est temps de s'en rendre compte. Il faut une nouvelle équipe au pouvoir, de profil plus technique que politique, pour rassurer la population et réaliser des *élections crédibles*. En dehors d'élections honnêtes, appuyées par une forte participation populaire dans un climat de sécurité, les résultats du vote seront contestés et l'instabilité actuelle s'inscrira dans la durée. Les élections transparentes, c'est un préalable à toutes les solutions durables. Stabilisation par

***Intervention de l'ITECA à la session virtuelle du Groupe Consultatif ad hoc sur
Haïti de l'ECOSOC***

Mercredi 24 mars 2021

la relance de la Justice également. Il faut aussi stabiliser la Justice pour combattre l'impunité, la corruption, l'insécurité foncière et pour favoriser un début d'institutionnalisation de la démocratie autour des droits des citoyennes et des citoyens. Stabilisation économique et financière enfin. Dans le climat actuel, la relance de l'économie et le succès des programmes de développement ne sont pas possibles non plus. Il faut des initiatives urgentes et fortes d'assainissement des finances publiques, d'appui aux investissements dans les secteurs agricole, touristique, des infrastructures et une réponse minimale à l'urgence humanitaire actuelle. L'exercice du droit de vote va de pair avec la confiance des citoyennes et citoyens. Quand on vit dans la peur, qu'on a faim et que l'avenir semble fermé, le vote devient un luxe inutile. **La stabilisation sérieuse du pays, à travers ces quatre composantes, ne peut se concevoir et se réaliser, à l'heure actuelle, qu'à partir d'un changement politique.**

Tels sont donc dans la crise politique et sécuritaire actuelle les quatre niveaux de stabilisation qui ouvriront la voie à la mise en œuvre d'une véritable stratégie de développement économique et social dans le pays.

Port-au-Prince, le 24 mars 2021